

Allocution de M. Peter Tauber, membre du Bundestag allemand,  
devant le Comité pour l'Entente européenne de Freigericht, le 29 avril 2017  
- Les 60 ans des traités de Rome -

Seule la version prononcée fait foi !

J'ai le plaisir d'être aujourd'hui parmi vous, dans cette belle localité de Freigericht, et je vous souhaite cordialement la bienvenue, en particulier à nos invités venus de France et d'Italie. Vous n'avez pas hésité à entreprendre un long voyage pour partager ici, avec vos amis allemands, des journées placées sous le signe de la bonne entente européenne. Quiconque pense – et c'est de nos jours *une mode* – que l'idée européenne, que l'amitié entre Européens ne seraient qu'une façade, rien de concret, ferait bien de venir jeter un coup d'œil dans cette salle aujourd'hui : il sera démenti par les faits.

Le Comité pour l'Entente européenne de Freigericht est né avant moi. Fondé en 1971 dans l'esprit d'illustres Européens, tels Konrad Adenauer, Charles de Gaulle et Alcide De Gasperi, il s'est consacré sans relâche, pendant les décennies écoulées, à l'idée de l'échange, de la compréhension et de l'amitié entre les peuples européens. Cet engagement m'amène à vous exprimer mes remerciements et ma reconnaissance – à plus forte raison à une époque comme la nôtre.

Nous autres Européens, nous célébrons cette année le 60<sup>e</sup> anniversaire de la signature des traités de Rome, considérés comme le début du processus d'unification européenne et de l'Union européenne, telle que nous la connaissons aujourd'hui. Par ces traités, les signataires d'alors posaient les fondements d'un projet sans exemple dans l'Histoire et qui a depuis lors exercé une influence déterminante sur les destinées des peuples européens, et du monde entier. Mon parti, l'Union chrétienne-démocrate (CDU), le parti allemand pro-européen, contemple avec fierté et gratitude les accomplissements de celles et de ceux qui, bravant une résistance parfois forte, ont mis l'unification européenne en marche. Cette Union européenne était et est l'histoire unique en son genre d'une réussite qui, depuis 70 ans, est la garante de la paix, de la liberté et du bien-être de l'Europe.

Et pourtant, de plus en plus nombreux sont les Européens qui ne voient que le mal dans l'Europe,

ou qui la rendent responsable de tout ce qui ne fonctionne pas dans leurs pays respectifs ou sur un plan strictement personnel. Des personnes qui, loin de considérer l'unité européenne comme une réalisation et un enrichissement, ne voient en elle qu'un fardeau superflu. C'est ce qui s'est passé en Grande-Bretagne, où une campagne électorale manifestement irresponsable, incendiaire, ne reposant ni sur des faits ni sur des vérités, a attisé le climat d'hostilité envers l'Europe.

Mais en Allemagne également, il est des partis et des politiciens populistes qui désignent l'UE à la vindicte et prophétisent sa fin proche. Cette nostalgie de l'« État national souverain », un mythe à notre époque, est présente à l'esprit de nombreux Européens.

Mais celles et ceux qui croient que le Brexit marque le début de la fin de l'Union européenne font fausse route. Ces dernières semaines, nous avons en effet vu que l'Europe, une fois encore, fait face à une grave crise avec force et cohésion, comme l'Union européenne y est si souvent parvenue dans son histoire : l'engagement pris par les 27 États membres dans la Déclaration de Rome montre que l'Europe est consciente de sa grande responsabilité. Autant nous déplorons le départ des Britanniques, autant cela nous attriste, autant nous savons que l'Europe est notre avenir et notre destin, pour reprendre la formule de Helmut Kohl en son temps. Cette crise n'est ni la première que connaît l'Europe, et elle ne sera pas la dernière. Mais le processus d'unification européenne a toujours été confronté à de redoutables défis qui, en fin de compte, ont toujours et effectivement débouché sur un renforcement de la Communauté européenne.

Ainsi, la Communauté européenne du charbon et de l'acier (CECA) a été fondée par des pays européens en réaction aux répercussions désastreuses des deux guerres mondiales du XX<sup>e</sup> siècle. Afin de rendre la guerre à jamais impossible, entre la France et l'Allemagne avant tout, les deux importantes industries de guerre, le charbon et l'acier, furent placées sous un contrôle commun. De même, la signature des traités de Rome fut, en dernière analyse, une réaction à l'échec du projet de Communauté européenne de défense. Ces projets ont constitué le fondement de l'Union européenne telle que nous la connaissons aujourd'hui. À l'eurosclérose si souvent évoquée dans les années 80, d'insignes Européens, Helmut Kohl par exemple, ont répondu par une politique d'approfondissement durable de l'intégration européenne. En effet, l'idée européenne et la Communauté européenne étaient et restent ouvertes à tous les pays démocratiques européens qui partagent nos convictions et nos valeurs. Ainsi, les pays est-européens y ont adhéré après la chute du Rideau de fer, et une monnaie unique, l'euro, a été instituée. Un resserrement de

l'intégration européenne s'en est suivi. Il s'est avéré en ces circonstances, tout précisément pour l'Allemagne, que les grands défis historiques ne pouvaient à l'avenir être relevés que conjointement en Europe. En effet, la réunification allemande n'aurait pas été possible sans l'unification européenne. En d'autres termes : « L'Unité allemande et l'unification européenne sont les deux faces d'une même médaille », comme le déclara alors Helmut Kohl avec tant de pertinence.

Après l'échec de la tentative d'instauration d'une constitution européenne, l'Europe a réagi en adoptant le traité de Lisbonne qui a renforcé l'efficacité des processus décisionnels de l'UE et établi une politique étrangère commune. En 2008, alors que l'Europe était menacée par la crise des finances et de la dette souveraine, notre monnaie unique par exemple n'a pas éclaté, contrairement aux augures alarmistes des adversaires de l'idée européenne. Bien au contraire : l'Europe a réagi avec cohésion et solidarité pour aider ses États membres en difficulté et protéger sa monnaie unique. Diverses institutions, par exemple le MES (Mécanisme européen de stabilité), montrent plus que jamais que nous nous sentons responsables les uns des autres en Europe. Soit nous réussissons ensemble, soit nous échouons. Nous pouvons dès aujourd'hui constater les résultats de cette solidarité communautaire. En Espagne et au Portugal, l'économie se redresse et le taux de chômage recule. Et même en Grèce des progrès ont été réalisés, bien qu'encore loin d'être suffisants.

Mesdames, Messieurs, Konrad Adenauer soulignait l'importance de l'unification européenne avant même la signature des traités de Rome : « L'unité de l'Europe était un rêve de quelques-uns. Elle devint un espoir pour beaucoup. Elle est aujourd'hui une nécessité pour nous tous. » Les six États qui avaient précédemment fondé la CECA firent éclore ce rêve le 25 mars 1957 à Rome en créant la Communauté économique européenne et l'Euratom. 60 ans plus tard, les chefs de gouvernement de 27 pays célébraient cette étape majeure, courageuse et historique du processus d'unification européenne. Les États membres, 6 à l'origine, sont désormais au nombre de 27. Le rêve de quelques-uns est devenu le rêve de beaucoup.

Les traités de Rome marquent une étape capitale dans la réalisation de l'unité européenne. En effet, la création d'un marché unique, sans barrières douanières intérieures, a conduit à une harmonisation réglementaire dans d'autres domaines politiques. La dynamique ainsi déclenchée s'est poursuivie pendant des décennies. Les institutions créées à Rome ont évolué au fil du temps

et se sont adaptées aux circonstances de chaque époque. La Commission, par exemple, constituée en organe administratif et en gardienne des traités, s'est muée en une sorte de gouvernement européen de la Communauté. Le Conseil, tout d'abord organe décisionnel central de la Communauté, est ainsi devenu la « Seconde chambre » législative. Quant au Parlement européen, conçu à l'origine comme simple institution consultative, il est élu au suffrage universel depuis 1979 et a été en outre investi de pouvoirs législatifs par le traité de Maastricht. Au fil du temps, la Communauté économique a ainsi donné naissance à une union politique.

Les traités de Rome avaient pour finalité d'instaurer un marché commun afin d'abolir les entraves commerciales. Que des entreprises européennes puissent proposer leurs produits exempts de droits de douane aujourd'hui en Europe, voilà qui nous paraît une évidence, à nous autres qui y vivons et y travaillons. Nous achetons chez nous du vin français, des olives grecques ou des mobylettes italiennes sans droits de douane. Dans le même temps, des entreprises allemandes vendent leurs produits partout en Europe. Presque 60 % de nos exportations vont dans des États membres de l'Union européenne.

Les traités de Rome ont également instauré la libre circulation des services, des personnes et des capitaux. Cela aussi, la plupart des citoyens de nos pays le ressentent comme tout naturel. Pour exemple, travailler en France et résider en Allemagne — et *vice-versa* — n'a depuis longtemps plus rien d'exceptionnel.

Les échanges avec nos voisins, qu'ils soient économiques, culturels ou politiques, sont depuis bien longtemps assimilés à notre identité nationale. Des programmes culturels ou des institutions de divers ordres, la vôtre par exemple, promeuvent et confortent le rapprochement des hommes et des femmes en Europe. Une Allemagne sans Europe unie ? Cela est devenu inconcevable pour moi, et pour la plupart de mes compatriotes. Ces accomplissements ont resserré plus encore les liens unissant les Européens. Tout cela montre que l'Europe est davantage qu'un marché économique intérieur : l'Europe est une communauté de valeurs. Ces acquis de l'Europe unie enrichissent notre continent et sont admirés partout dans le monde. Diverses nations se sont ainsi agrégées en une communauté européenne, non seulement bien réelle dans l'esprit des gens, mais qui de surcroît a été fermement ancrée à travers des traités et des institutions.

Mais après avoir considéré le passé, les regards doivent aussi se tourner vers le présent et l'avenir

de l'Europe. La situation actuelle en Europe nous confronte à de grands défis dans de nombreux domaines. L'issue du référendum au Royaume-Uni, la montée en puissance de partis populistes en Europe et la crise encore perceptible des finances et de la dette souveraine sont autant de lourdes tâches à la charge de l'Union européenne. De même, la persistance d'une situation critique en Ukraine, la désastreuse guerre civile en Syrie et l'afflux continu de réfugiés nous montrent actuellement que seule une Europe unie est en mesure d'affronter ces défis avec succès. À cette fin, l'Union européenne doit poursuivre son développement, étendre ses compétences essentielles et ses domaines d'attribution là où la capacité d'agir des États nationaux est limitée.

Pour mon parti et le pour gouvernement fédéral, ces domaines de compétence intrinsèque portent avant tout sur les thématiques suivantes : numérisation, lutte contre le terrorisme international, développements économiques et politiques dans notre voisinage, réfugiés et migrations, mais aussi les conséquences du changement climatique et les mesures pour le combattre. Par surcroît, une meilleure protection collective des frontières extérieures de l'UE est une nécessité à l'avenir. Non pas pour réduire l'immigration, mais pour mieux la contrôler. Dans tous ces domaines politiques, l'Europe requiert des solutions communes, les États nationaux n'étant chacun de son côté pas en mesure de résoudre ces problèmes. De même, les répercussions de la crise des finances et de la dette souveraine sont le signe que les mesures déjà adoptées ne suffisent pas encore à prévenir de nouvelles crises à l'avenir.

Quant à savoir comment va évoluer l'Europe dans un contexte de mondialisation et de numérisation, c'est là l'une des questions majeures à laquelle elle devra apporter une réponse dans les années à venir. Le mécontentement de nombreux citoyens de l'UE est entre autres lié à une mondialisation effrénée et à son impact direct sur le marché du travail. Et sous les formules iconiques de « marché unique numérique » et d'« Industrie 4.0 », la numérisation sera déterminante pour la compétitivité future de l'Europe. Dans ces domaines, la capacité d'action de l'Europe est un impératif. En effet, dans de nombreux secteurs de la numérisation, d'autres pays ont d'ores et déjà une nette avance sur l'Europe. C'est pourquoi la question de savoir si et comment la numérisation s'effectue dans notre industrie n'est pas une question anodine, mais un enjeu pour la prospérité et les emplois. Tout précisément les pays qui ont encore un puissant secteur industriel dans le secondaire, par exemple la France, l'Italie et l'Allemagne, doivent encourager cette évolution et faciliter la restructuration numérique des entreprises. Pour ce faire, il nous faut des investissements supplémentaires dans l'infrastructure numérique. En effet, le

fonctionnement et les performances du marché unique numérique en Europe reposent au premier chef sur une vaste infrastructure numérique dans tous les États membres de l'Union européenne.

Un autre domaine dans lequel l'Europe doit mieux coopérer concerne la lutte contre le terrorisme international qui tente de détruire nos valeurs et notre mode de vie. Il y a lieu de mieux organiser et structurer les mesures anti-terroristes au sein de l'Union européenne. Raison pour laquelle nous préconisons notamment une amélioration de l'échange et du traitement des informations, de même que nous appuyons les mesures législatives contre le financement du terrorisme dans l'UE. Au demeurant, nous estimons nécessaires la mise en place d'un ministère public européen et une meilleure coordination des autorités judiciaires nationales afin de renforcer la sécurité des citoyens de l'UE et de progresser dans la lutte contre le terrorisme international.

Un point important qui nous préoccupe depuis un bon bout de temps concerne la résolution de la crise des migrants. Sous l'égide de la chancelière Angela Merkel, le gouvernement fédéral a dès le départ appuyé et fait avancer une coopération plus efficace des États européens sur ces questions. Des résultats ont été déjà obtenus sous la plupart des aspects. Ainsi, l'accord passé en mars de l'année passée entre l'UE et la Turquie a contribué à désamorcer notablement la crise des réfugiés. Les réfugiés arrivant clandestinement en Grèce sont désormais ramenés en Turquie. Il a été ainsi possible de réduire spectaculairement leur nombre. C'était là l'étape décisive pour lutter contre le commerce ignominieux des passeurs et par là-même pour sauver des vies humaines.

Mais pour aider les personnes qui fuient les guerres et les persécutions, il importe aussi de dire en toute franchise à celles et ceux qui viennent pour des raisons économiques ou analogues qu'ils ne peuvent pas rester chez nous. C'est seulement ainsi que nous pouvons secourir les personnes qui ont véritablement besoin de notre aide.

En même temps, nous nous investissons afin de combattre les causes de l'exode dans les pays concernés et de développer l'aide au développement. Nous devons mettre davantage d'énergie pour protéger nos frontières extérieures et secourir sur place les personnes dans leur propre pays. Car si nous voulons canaliser l'afflux de réfugiés et à terme l'endiguer, il n'existe aucune autre issue que de commencer par là où résident les causes de l'exode et des expulsions. Ce disant, nous ne devons toutefois jamais manquer de respect envers les personnes qui arrivent chez nous, que ce soit par détresse économique ou en raison de guerres et de persécutions dans leur pays d'origine.

À ce propos, nous devons opposer résolument un front commun à celles et à ceux précisément qui exigent un verrouillage de l'UE et qui, au demeurant, ne veulent plus accueillir aucun autre réfugié. Se barricader, voire même refuser de secourir des personnes dans le besoin, reviendrait à trahir nos valeurs communes, et par là-même notre identité et notre être propre.

Outre ces questions importantes et pressantes, nous devons nous préoccuper également de ce pilier et fondement de notre prospérité : l'Union économique et monétaire. Même si les efforts énergiques des États membres ont permis tout d'abord de surmonter la crise financière et de la dette, les conséquences se font encore sentir. Tous ensemble, nous avons depuis lors beaucoup fait au sein de l'UE pour stabiliser l'UEM. Nous avons réformé le Pacte de stabilité et de croissance, que nous avons complété par le Pacte budgétaire afin d'améliorer la discipline des États membres en ce domaine. En effet, il faut appliquer le principe de subsidiarité selon lequel chaque pays européen est en premier lieu responsable de lui-même. L'Union bancaire européenne renforce cette stabilité financière et garantit ainsi que les erreurs du passé ne se répètent pas.

Cependant, nous avons encore besoin dans ce domaine d'autres réformes en profondeur afin de pouvoir prévenir des crises. Ce faisant, l'Europe et l'UEM doivent suivre les principes suivants qui, à notre avis, sont déterminants pour la réussite future de la Communauté économique et monétaire européenne. Il s'agit des principes de stabilité, de subsidiarité et de conditionnalité. La stabilité ne peut être assurée que si les traités sont respectés et les décisions communes mises en œuvre. En même temps, chaque État membre doit être indépendant dans sa politique financière. Le deuxième principe, la subsidiarité, implique l'autonomie et la responsabilité propre de chaque État membre dans les matières qui ne requièrent pas l'intervention de l'Union européenne. En effet, il ne faut pas que la solidarité sur laquelle les États membres peuvent s'appuyer les uns envers les autres soit invoquée abusivement. Le troisième et dernier principe concerne la conditionnalité. Les États membres bénéficiant d'une aide doivent respecter les accords et les règles prescrits, sans quoi la solidarité est une voie à sens unique et porte préjudice à la cohésion des États membres.

Au-delà de ces principes, il nous faut prendre des mesures supplémentaires afin d'assurer la stabilité en Europe. Le renforcement de la compétitivité et de l'espace économique commun est à cet égard un facteur essentiel de la réussite de l'Europe. Parallèlement, la coopération économique entre États membres doit s'intensifier. Or certains pays ont encore du retard à rattraper sur les réformes structurelles d'une urgente nécessité, par exemple dans les domaines du marché du

travail, de l'assurance vieillesse, de l'éducation ou de la régulation spécifique à certains secteurs. L'UE devrait pousser davantage à engager ces processus et les appuyer, car c'est ensemble seulement que nous pouvons connaître le succès dans une économie mondialisée et garantir la prospérité des générations futures.

Mesdames, Messieurs, l'Europe est davantage qu'un simple espace économique commun.

L'Europe est une communauté de valeurs.

L'Europe est une affaire de cœur.

C'est ce que la jeune génération en particulier nous donne à voir actuellement. Les jeunes sont de plus en plus nombreux à s'enflammer pour l'Europe et à manifester pour leurs convictions et leurs valeurs. Toutes les libertés et tous les avantages dont peut jouir cette génération au quotidien, c'est à l'Europe qu'elle le doit. Ces jeunes apprennent ce qui leur convient, ils travaillent là où ils veulent, ils vivent comme ils l'entendent et aiment qui leur plaît.

Et pourtant les populistes ont pour but de fracturer l'Europe et de boucler ses frontières extérieures. Ils s'en prennent à la liberté de religion et d'opinion, ils calomnient la presse libre et indépendante. Ils marginalisent certaines personnes au motif de leur « différence » et dénigrent les minorités religieuses ou ethniques.

En Allemagne aussi, nous sommes depuis quelques années confrontés à un populisme grandissant. La CDU a toujours pris clairement position contre ce populisme, et elle continuera à le faire à l'avenir. En effet, la liberté religieuse, la liberté d'opinion, la liberté de la presse, les règles de l'État de droit, la démocratie et la tolérance sont indissociablement liées à l'Europe unie et constituent des valeurs au cœur de la politique chrétienne-démocrate. Les attaques dont elles font l'objet nous montrent que nous devons défendre ces valeurs, tous ensemble et avec détermination. Et cela m'encourage de voir que par ailleurs une résistance ouverte de la société se forme et s'amplifie contre ces populistes.

Le mouvement #PulseofEurope fondé après le Brexit et l'élection de Donald Trump en est une illustration. Semaine après semaine, dans plus de 90 villes et dans 12 pays désormais, toujours plus nombreux sont les manifestants en faveur d'une Europe commune, pacifique et libre. Il s'agit avant tout de jeunes pour lesquels l'Europe est depuis longtemps devenue une « seconde patrie ». Les



images de telles manifestations nous montrent que l'idée d'une Europe unie, pacifique et libre n'a rien perdu de son importance ou de son attractivité. Elles traduisent visiblement les espoirs et l'aspiration des Européens. Et elles nous enseignent qu'il est de notre responsabilité de ne pas mettre en péril cet héritage historique.

En conclusion, Mesdames et Messieurs, je souhaiterais une fois encore souligner tout personnellement pourquoi l'Europe est l'histoire d'une réussite. L'Europe unie est le fondement sur lequel les nations européennes vivent dans la paix, la liberté et la prospérité.

L'Europe unie a permis à l'Allemagne de recouvrer son unité, elle a promu les évolutions démocratiques dans les pays est-européens.

L'Europe a redonné paix et liberté à l'Espagne, au Portugal et à la Grèce.

L'Europe nous donne une voix forte et assurée dans le monde.

Nul doute que nous sommes encore bien loin d'être parvenus au terme de ce processus d'unification. L'Union européenne elle-même n'est pas une construction parfaite qui serait dispensée de poursuivre les améliorations et les réformes. Mais nous sommes et nous restons sur la bonne voie. L'Europe unie est un projet unique en son genre, couronné de succès. Assurément, cette Europe aura encore de nombreux défis à relever. Mais l'Europe peut et pourra les relever collectivement. Nos accomplissements au sein de cette communauté de valeurs sont sans exemple.

L'Europe unie était un rêve et elle le reste. Nous devons donner quotidiennement du nôtre afin que l'Europe reste à l'avenir un rêve encore partagé. Avoir un marché commun et une monnaie unique est bien beau, mais à défaut de rêve partagé rien de cela finalement ne subsistera.

S'il est un message de ces journées à emporter en viatique, ce sera celui-ci : à nous autres de continuer à vivre tous ensemble ce rêve !

Mes remerciements les plus cordiaux.